



19-10-2017

Le budget 2018, avant tout au service du capital

Le budget 2018 est dédié aux entreprises et aux riches, tout entier au service du capital. Le MEDEF exulte : « *Le projet de loi marque indéniablement une étape dans l'indispensable transformation de notre pays* ». C'est ce cadre qui a été fixé à Macron, c'est toute la société française que le capitalisme veut changer de fond en comble.

Le gouvernement avait agité la suppression de la taxe d'habitation pour 80% des ménages et la baisse des cotisations sociales pour les actifs... Ce rideau de fumée camouflant l'accumulation des milliards donnés aux plus riches et aux entreprises s'est envolé.

Son petit tour de passe-passe avec la petite hausse de pouvoir d'achat des actifs, financée par les retraités et non par les entreprises, sera absorbée par la seule hausse des taxes sur l'essence, la baisse des APL. Qui paie ? Encore le peuple.

Le prélèvement forfaitaire unique de 30% va réduire la fiscalité sur les revenus du capital des plus fortunés de plus **d'un milliard d'euros** ! **La réduction de 80% de l'ISF 3,2 milliards** donnés à 340 000 contribuables. L'impôt sur les sociétés passera de 33 à 25%, un cadeau de **10 milliards** aux entreprises alors même qu'elles ne savent pas quoi faire de leur argent, préparant les restructurations.

Macron donne plus aux plus riches et au CAC 40 alors que les profits battent des records, en 6 mois, le CAC 40 a engrangé plus de 50 milliards d'€, une progression de 25% sur un an.

La France compte 14 millions de pauvres...

Macron fait un budget qui propose d'accentuer plus encore les inégalités, tout en poursuivant le démantèlement du droit du travail, au plus grand profit des multinationales.

Par ex. le recul du financement des budgets :

Logement : la baisse des dépenses publiques sera de 1,75 milliard.

La baisse des APL envisagée à 40 euros, celle des loyers de 60€ va porter un coup à la construction des logements sociaux.

Emploi : baisse de 1,5 milliard. Les emplois aidés reculent de 120.000. La prime à l'embauche pour les PME disparaît soit 850 millions. La subvention publique des contrats aidés passera de 70% à 50% en moyenne.

La fiscalité du PEA et de l'épargne salariale va s'alourdir en raison de la hausse de la CSG de 1,7 point.

Baisse des subventions pour France Télé de 30 millions, 16 pour radio-France. La redevance augmente de 1 euro.

Au total les dépenses vont diminuer de 15 milliards : Etat 7 milliards, 5 milliards pour la SS, 3 milliards pour les collectivités locales.

Pour la Sécurité Sociale c'est sur l'hôpital et les médicaments que la dépense va diminuer le plus.

Le nombre de fonctionnaires diminue en 2018 et s'accélère les années suivantes pour arriver à -60.000 en 2022.

Par contre il augmente le budget de trois ministères :

La défense : +1,8 Md à 34,2 Mds, "vers un effort de 2% du PIB, soit 50 milliards d'euros, en 2025, une promesse du président Macron". Objectifs : maintenir les équipements

militaires et continuer à financer les opérations extérieures et recruter des cybers espions.

La justice : +3,9% pour la construction de places de prison

L'intérieur : +1,9%.

Des budgets pour plus de répression et d'interventions militaires dans le monde

Macron, avec sa majorité, est bien le président du capital, qui mène une politique de classe.

En ce qui concerne les partis politiques :

Eric Woerth, Les Républicains, déclare : *"Les choses ne vont pas assez loin comme par exemple en ce qui concerne la baisse du nombre de fonctionnaires"*

Dans une lettre envoyée à la majorité, les députés socialistes les encouragent à *"corriger les déséquilibres" du budget 2018.*

Pierre Moscovici (PS), commissaire européen aux Affaires économiques et financières. *"Le budget 2018 confirme l'intention de la France de respecter l'engagement du retour sous 3% de déficit dès 2017 et de poursuivre l'assainissement de ses comptes publics au-delà. C'est une bonne nouvelle !"*

PCF et front de gauche proposent « *un impôt sur les sociétés modulé selon des critères sociaux et environnementaux, un impôt local sur leur capital, un ISF modulé intégrant les biens professionnels* ».

Eric Coquerel de La France Insoumise, député et membre de la commission des Finances trouve que *"le projet de loi finance ne comporte rien de nouveau. Il y voit les germes d'une nouvelle hausse du chômage"*.

Aucun d'eux ne s'attaque au capital qui dicte ses lois.

On le voit dans ce projet de budget, l'opposition capital travail est permanente et irréductible. Il ne peut pas y avoir d'aménagement, de partage. Le capital veut toujours aller plus, loin dans l'exploitation, par tous les moyens.

Les travailleurs doivent lutter ensemble, collectivement, de plus en plus fort, pour stopper ses coups, pour imposer leurs revendications, des conquêtes sociales.

Lutter chaque jour, en permanence, dans leur entreprise ou nationalement avec les autres salariés

La lutte quotidienne est indispensable mais pour changer vraiment toute la politique, prendre une autre orientation, il faut aller plus loin.

Il faut enlever l'appareil d'Etat aux capitalistes et à leurs représentants et reprendre les richesses créées par le travail, confisquées par le capitalisme.

Les moyens financiers existent : 2.500 milliards de richesses annuelles créées par le travail, 275 milliards de cadeaux aux grandes entreprises capitalistes, les centaines de milliards qui vont à la spéculation, la fraude fiscale, les centaines de milliards distribués aux actionnaires, les centaines de milliards pour l'armement et les guerres dans lesquelles la France est engagée...

Arracher aux multinationales capitalistes les moyens de production et d'échanges, leur arracher le pouvoir économique, financier, en confier la gestion et le contrôle au peuple. C'est la condition pour avoir le Pouvoir politique de décision.